

Informations de base

2016/2548(RSP)

RSP - Résolutions d'actualité

Résolution sur le projet de décision d'exécution de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du soja génétiquement modifié MON 87708 × MON 89788 (MON-87708-9 × MON-89788-1), consistant en ce soja ou produits à partir de celui-ci

Voir aussi Règlement (EC) No 1829/2003 [2001/0173\(COD\)](#)

Subject

3.10.09.06 Agro-génétique, OGM

Procédure terminée

Evénements clés

Date	Événement	Référence	Résumé
03/02/2016	Décision du Parlement	T8-0039/2016	Résumé
03/02/2016	Résultat du vote au parlement		
03/02/2016	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2016/2548(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur acte ou compétences d'exécution
Modifications et abrogations	Voir aussi Règlement (EC) No 1829/2003 2001/0173(COD)
Base juridique	Règlement du Parlement EP 115-p2-3
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0134/2016	01/02/2016	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0039/2016	03/02/2016	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2016)242	08/06/2016	

Résolution sur le projet de décision d'exécution de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du soja génétiquement modifié MON 87708 × MON 89788 (MON-877Ø8-9 × MON-89788-1), consistant en ce soja ou produits à partir de celui-ci

2016/2548(RSP) - 03/02/2016 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 433 voix pour, 234 contre et 34 abstentions, une résolution sur le projet de décision d'exécution de la Commission autorisant la mise sur le marché de produits contenant du soja génétiquement modifié MON 87708 × MON 89788 (MON-877Ø8-9 × MON-89788-1), consistant en ce soja ou produits à partir de celui-ci, en application du [règlement \(CE\) n° 1829/2003](#) du Parlement européen et du Conseil.

La résolution avait été déposée par la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

Le Parlement a fait observer que le **soja génétiquement modifié MON-877Ø8-9 × MON-89788-1**, tel qu'il est décrit dans la demande présentée le 23 mars 2012 par *Monsanto Europe S.A.* à l'autorité compétente des Pays-Bas, exprimait les protéines DMO, qui confèrent une résistance aux herbicides contenant du dicamba et la protéine CP4 EPSPS, qui confère **une tolérance aux herbicides contenant du glyphosate**. Or, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a classé, le 20 mars 2015, **le glyphosate comme un cancérigène probable** pour l'espèce humaine.

Le projet de décision d'exécution de la Commission a été voté le 18 novembre 2015 au sein du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale visé au règlement (CE) n° 1829/2003, sans qu'un avis ait été rendu.

Le Parlement a souligné à cet égard que depuis que l'actuelle procédure d'autorisation des OGM est entrée en vigueur, **chaque décision d'autorisation a été prise par la Commission sans le soutien de l'avis du comité des États membres**. Ainsi, le renvoi du dossier à la Commission pour décision finale, qui aurait dû constituer une exception, est devenu la règle dans le processus décisionnel relatif aux autorisations de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés.

Les députés ont également rappelé que, le 28 octobre 2015, le Parlement avait **rejeté** la [proposition législative](#) visant à modifier le règlement (CE) n° 1829/2003 en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire sur leur territoire l'utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés, et qu'il avait invité la Commission à retirer sa proposition et à en présenter une nouvelle.

Sur la base de ces considérations, le Parlement a estimé la décision d'exécution de la Commission **n'était pas compatible avec le droit de l'Union** qui impose d'établir les bases afin d'assurer un haut niveau de protection de la vie et de la santé des personnes, de la santé et du bien-être des animaux, de l'environnement et des intérêts des consommateurs, tout en garantissant le bon fonctionnement du marché intérieur.

En conséquence, le Parlement a demandé à la Commission de **retirer son projet de décision d'exécution**.

La Commission a été invitée à présenter, sur la base du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, **une nouvelle proposition législative** modifiant le règlement (CE) n° 1829/2003 et prenant en compte des préoccupations nationales souvent exprimées, qui ne portent pas seulement sur les questions de sécurité des OGM par rapport à la santé et à l'environnement.